

Réunissons-nous pour en parler...

Au printemps prochain, les conseils de notre université vont être renouvelés. D'ici là, nous allons avoir droit à un retour du discours militant dont, sans être prophètes, nous pouvons donner ici quelques traits essentiels.

Tout d'abord, tous nous expliqueront qu'ils sont **contre la LRU**, que l'essentiel, c'est de tenir bon sur des principes ! Le problème, c'est qu'ils ne nous diront pas grand-chose de ces principes, ni surtout des modalités pratiques grâce auxquelles les appliquer.

Tous se diront pour la **collégialité**, mais ceux d'entre eux qui seront élus nous expliqueront quelques semaines plus tard que les conseils élus sont seuls garants d'une démocratie représentative qui se suffit à elle-même pour « gérer » des questions qui concernent cependant toute la communauté universitaire et n'ont pas à lui rendre de comptes.

Tous se diront contre l'odieuse **politique d'excellence**, mais ceux d'entre eux qui seront élus nous expliqueront quelques semaines plus tard qu'un esprit de « responsabilité » nous conduit à être de tous projets initiés par le Ministère pour introduire entre universités une concurrence sans fin.

Tous se diront pour la **diversité des recherches**, mais ceux d'entre eux qui seront élus nous expliqueront quelques semaines plus tard que la « science » se donne sous les mêmes formes que ce soit pour un diplôme de juriste ou d'artiste, d'informaticien ou d'historien, de psychologue ou de géographe.

Tous se diront contre les modes d'**évaluation** imposés par le Ministère, mais ceux d'entre eux qui seront élus nous expliqueront quelques semaines plus tard que les « bonnes » équipes sont celles qui ont reçu une bonne note délivrée par l'AERES.

Tous se diront pour **le débat** et la saine confrontation des points de vue, mais déjà ils nous expliquent que leurs réunions sont ouvertes à « ceux qui se reconnaissent dans leurs textes »...

Alors, précisément, RÉUNISSONS-NOUS pour en débattre.

Comment faire vivre, entre nous, une vraie démocratie lorsque la loi veut que tous les pouvoirs soient dans les mains d'un(e) président(e) ?

Quels sont les principes sur lesquels nous voulons continuer de tenir et par quels moyens ?

Comment permettre l'hétérogénéité des savoirs, des pratiques et dans un même temps conserver une politique commune à l'université ?

Sous quelles procédures engager des arbitrages au sein de l'université qui ne se parent pas de l'intérêt général pour défendre l'intérêt particulier des formations les mieux représentées dans les instances ?

Au-delà de ces premières questions, pouvons-nous, ensemble, tenter de voir s'il est encore possible de concevoir une université qui soit un authentique **lieu de résistance, de recherche et de création** ?

Réunion le MARDI 17 JANVIER à 18H en D003

D. Archambault, R. Barbanti, C. Bourdais, J.-J. Bourdin, M. Dagois, A. Dalage, I. Diener, V. Godard, E. Lecerf, G. Loizillon, J. Méhat, O. Moll, P. Nys, J.-P. Olive, J. Perrin, J.-H. Roger, C. Roquet, M. Solomos, C. Sorin.

